

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Alain-Claude Bilie-By-Nze, ministre d'État à l'Énergie et aux Ressources hydrauliques, porte-parole du gouvernement :

"Le président de la République travaille et s'assure que le pays fonctionne convenablement. Certes, il y a des difficultés, mais le gouvernement sous l'autorité de la Première ministre travaille à les surmonter".

Raphaël Ngazouze, ministre de la Formation professionnelle :

"Le chef du gouvernement nous a par ailleurs instruits d'accélérer la cadence sur les chantiers pour que les travaux soient livrés qualitativement afin qu'en temps opportun la rentrée se fasse sans équivoque..."

Michel-Phillipe Nze, secrétaire général adjoint 2 du Parti démocratique gabonais (PDG) :

"(...) Au demeurant, on devine sans peine que le porte-parole de l'UN souffre d'un manque notoire d'inspiration. D'où le besoin de remettre sur le tapis un vieux sujet (Ndlr: la vacance de la présidence de la République) qui a déjà trouvé son épilogue devant les tribunaux".

Valentin Mbouma, secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale :

"Le passage en classe supérieure est subordonné à l'obtention d'une moyenne supérieure ou égale à 10/20".

André Richard Ndi Bekoung, président du Syndicat des professionnels de la Caisse nationale de sécurité sociale (Sypross) :

"Le diagnostic de Finactu nous dit que la CNSS sera en cessation de paiements d'ici juillet 2022, si rien n'est fait. En cessation de paiements veut dire nous perdons nos emplois".

Fabrice Bonatti, directeur général de la Société des brasseries du Gabon (Sobrag) :

"Le contrat d'embouteillage qui lie Coca Cola à de nombreuses filiales du continent prendra fin au 30 juin 2022. La Sobrag emboîtera le pas aux autres filiales du groupe et arrêtera de produire et commercialiser les marques Coca-Cola, Fanta, Sprite et Schweppes à cette date".

Africités 9 : Ossouka Raponda élevée membre d'honneur de CGLU-Afrique

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LA cheffe du gouvernement, Rose-Christiane Ossouka Raponda, a pris part, vendredi dernier, à Kisumu (Kenya), à la 9e édition du sommet Africités. Des assises au cours desquelles elle a été élevée au rang de membre d'honneur des Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLU-Afrique), dans la catégorie des anciens leaders des collectivités territoriales.

Une distinction, symbole de l'énergie et du travail déployés par Rose-Christiane Ossouka Raponda dans la marche de cette association dont elle fut élue présidente lors du 8e sommet Africités, qui s'était tenu en novembre 2018 à Marrakech, au Maroc.

Une organisation panafricaine qui, à titre de rappel, regroupe les responsables des villes et collectivités territoriales du continent



La cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, honorée à Kisumu.

dans le but d'asseoir et faire progresser la gouvernance locale, afin d'améliorer les conditions de vie des populations.

Très honorée, Rose Christiane Ossouka Raponda a exprimé toute la reconnaissance du peuple gabonais et celle du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, "pour cette haute marque de reconnaissance".

En tout état de cause, à Kisumu,

la locataire de l'Immeuble du 2-Décembre a mis en exergue l'expérience gabonaise en matière de gouvernance locale. En se focalisant sur le dispositif législatif. Notamment la loi 001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation et celle portant transfert des compétences de l'État aux collectivités locales. Quoi qu'il en soit, ouverte le 17 mai dernier et placée sous

le thème "Le rôle des villes intermédiaires d'Afrique dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations unies et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA)", la 9e édition du sommet Africités s'est achevée samedi dernier.

À noter que la cheffe du gouvernement était accompagnée du ministre de l'Environnement, le Pr Lee White au Kenya. Elle a regagné Libreville hier.

La Semaine Inquiétude et colère !

PLUSIEURS faits et événements ont marqué la semaine qui s'est achevée hier. On notera, du côté de la présidence de la République, entre autres, le tour de table autour du chef de l'État sur l'épineux problème de la gestion des ordures dans les principaux centres urbains du pays, et surtout à Libreville où le gouvernement peine sérieusement à trouver une solution durable à cette problématique. On retiendra de cette réunion que le numéro un gabonais a instruit le gouvernement de trouver des moyens conséquents pouvant permettre à Clean Africa, la société en charge du ramassage des ordures à Libreville, d'assumer avec efficacité sa mission. Le gouvernement aura fort à faire quand on sait l'ampleur des carences logistiques que connaît cette entreprise.

Dans une interview accordée à notre Rédaction il y a plusieurs mois, le ministre de l'Intérieur avait indiqué le grand décalage entre ce que nécessite un ramassage efficace des ordures à Libreville et les capacités actuelles de Clean Africa. Croisons donc les doigts.

Sur le plan socio-économique, il faut souligner que l'actualité n'a pas été de nature à rassurer, surtout lorsque l'on regarde ce qui se passe du côté de la Caisse nationale de la sécurité sociale (CNSS). Mardi dernier, le directeur général de la CNSS a posé, devant une dizaine de structures syndicales et associations, mais en l'absence des syndicats-maison, un diagnostic plutôt sombre de la CNSS.

Selon lui, l'organisme pourrait même se retrouver en cessation de paiements avant juillet si rien n'est fait. Une situation provoquée par une conjonction de facteurs, tous connus des pouvoirs publics. Entre autres : explosion structurelle et inévitable du nombre des retraités, conjoncture économique, régime des pensions mal paramétré, masse salariale qui plombe les comptes d'exploitation, et explosion de la fraude. Toutes choses qui nécessitent de véritables réformes. D'où le plan présenté par le directeur général. Celui-ci provoquera - s'il est validé par les plus hautes autorités du pays - sans doute de sérieux grincements de dents...

Ce qui est à l'origine de l'ire des syndicats-maison qui estiment inacceptable pour eux d'assumer les "erreurs additionnelles et d'un pilotage à vue". Aussi, ont-ils demandé que les différents directeurs généraux successifs de la CNSS soient entendus par la DGR ou la PJ. C'est clair qu'ils les soupçonnent d'avoir une grande part de responsabilité dans la situation dramatique actuelle. Et d'aucuns mette à l'index également les différents ministres des Affaires sociales successifs. Dans tous les cas, la situation actuelle de la CNSS ne peut que susciter inquiétude et colère. Aussi bien chez les retraités, les assurés que le personnel.

ONDOUBA'NTSIBAH